ACTIONS CONCRETES POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE
(ACOPE/ASBL)
12, Rue Mambo, Cellule Madrandele, Quartier Kalinda, Commune Mulekera, Ville de Beni, Province du NORD-KIVU,
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Téléphones: +243 972 868 788; +243 892 220 206;
E-mail;acoperdc@gmail.com

RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE

Axe Mabalako-Pendekali-Cantine-Ngazi
Groupement Baswangha-Madiwe, Secteur de Beni-Mbau
Territoire de Beni, Zone de santé de Mabalako

REALISEE : DU 02 AU 06 JUIN 2018
Date du rapport : 11 JUIN 2018

Pour plus d'informations, Contactez :

Vosy KIBWANA, TEAM LEADER-RRMP ACOPE/BENI
Tel : +243 (0) 974922176/+243 (0) 825242419
acoperrmp@gmail.com

Généralité sur l'ONG ACOPE

Actions Concrètes pour la Protection de l'Enfance (ACOPE) est une association sans but lucratif qui œuvre pour la Promotion de la situation des enfants, la Prévention contre les violences, abus et exploitation de ceux-ci, la Réinsertion des enfants affectés par les conflits armés et autres enfants vulnérables, la sensibilisation de la population locale, la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, le VIH/SIDA, la santé de la reproduction, la prise en charge psychosociale des victimes de violences et autres personnes traumatisées ainsi que leur réinsertion socio-économique en RD/CONGO.
ACOPE organise à son sein le programme RRMP (Réponses Rapides au Mouvement des Populations) qui se caractérise par le rapportage de multiples alertes et différentes missions d'évaluation rapide réalisées dans les localités affectées par les déplacements des populations, suite aux conflits armés et/ou catastrophes naturelles ; dans le but de planifier les réponses d'assistance en faveur de ces populations vulnérables sur le plan éducatif, en articles ménagers essentiels, en santé, hygiène, eau potable et assainissement ainsi qu'en sécurité alimentaire. Dans ces mêmes localités affectées par les conflits armés, ACOPE réalise les activités IDTR (Identification, Documentation, Tracing et Réunification familiale), pour les enfants non accompagnés (ENA), EFGA, ESFGA, OEV, enfants séparés (ES) de leurs parents et autres enfants vulnérables de la communauté sans oublier les personnes adultes et enfants victimes de violences sexuelles ou affectées par les conflits armés ou catastrophes naturelles.
ACOPE a été créée le 20 février 2006 et elle est agréée par l'autorisation nationale n°F.92/20.967/204449/2013, avec comme siège social, la Ville de Beni, territoire du même nom, au Nord- Kivu, en RDC.

Contexte de la mission

Faisant suite à l'alerte du 20 Janvier 2018 présentée par dans la réunion hebdomadaire de la coordination humanitaire OCHA en date du 18 Mai 2018, portant sur la présence de 2683 ménages des IDPS en localités Babila/Pendekali, Mabalako et Lubena-Kipabashi, situées en groupement Baswagha-Madiwe, territoire de Beni, province du Nord-Kivu, à environ 65km à l'Ouest de la ville de Beni ; l'équipe du programme RRMP - ACOPE a décidé organiser une évaluation multisectorielle, du 02 au 06 Juin 2018 dans ces zones pour s'imprégner de la vulnérabilité que traversent ces personnes déplacées dans cinq secteurs, à savoir : NFI-Abris, Education, Santé et Nutrition, Sécurité alimentaire et Wash.

Aperçu de la situation en zone évaluée

Description de la crise

Nature de la crise :	☒**Conflit armé** ☒**Mouvements de population** ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	Janvier 2018	
Si conflit :		
Description du conflit	L'Axe Mabalako-Pendekali-Kantine-Ngazi est une zone couverte par trois localités dont la localité Baswagha-Lubena, Kipabashi et Bapakombe-Pendekali. Cette zone est une zone de déplacement sous contrôle de la PNC localisée sur place et la FARDC faisant des patrouilles. Soulignons que les localités de cette zone ont accueilli les déplacées fouillant les atrocités commises par les présumés rebelles ADF en ville de Beni, Boikene, Paida, Rwangoma, Buyili, Eringeti, Mbau, Mavivi, Mayangose, Kalau, Ngadi, etc et celles perpétrées par les éléments maimai aux villages Kipese, Isale, Vurondo, Rwahwa, Pabuka, Mabuku, Kabasha,Kalunguta,Mambale,Mbilinga,Mandelia,Masoya,Maigone,Pangoyi,Campdeliberation,Ilota,Kyavisoho,Mbume,Malekesa, Kisevere,Mabutuha,Makumo,… Aux cours de ces conflits, ces populations ont assisté aux multiples violations et exactions, à savoir : meurtres, mutilations, enlèvement, kidnappings, pillages de biens et animaux de basse cours, incendie de maisons, viol et violences sexuelles, arrestations arbitraires, … Par conséquent, la population des zones affectées par ces crises s'est vue dans l'obligation de fuir vers les zones jugées sécurisées.	
Ng		

	Avant la crise		**Après la crise**	
	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages
Population locale	58014	9642	76338	12723
Nombre Déplacés	-	-	**18325**	**3054**
Baswagha-Lubena	41000	6833	47858	7976
Nombre des déplacés	-	-	6858	1143
Kipabashi	5047	841	11809	1968

Nombre des déplacés (**inclus 327 ménages de Ngazi et 800 ménages pour autres localités)**	-	-	6762	1127
Bapakombe Pendekali	11967	1995	16671	2779
Nombre des IDPS	-	-	4704	784
% des [*catégories pertinentes*] par rapport à la population locale	**-**	**-**		**31.58%**

		Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)	
		Différentes vagues de déplacement depuis les 4 derniers mois	
Date	Effectifs	Provenance	Cause
OCTOBRE 2017- DECEMBRE 2018	147 Ménages	Ilota, Camp de libération, Pangoyi, Mambale, Mbilinga, Mangboko, Mabutuha, Kasugho	Affrontement qui aurait opposé les Mai-Mai EMMANU aux FRDC et les Mai-Mai Mazembe aux Mai-Mai Nduma
JANVIER – FEVRIER 2018	1364Ménages	Kipese , Kasugho, Vurondo, Buyinga, Isale, Mayangose, Mbongya, Kabasha, Mabuku, Pabuka, Rwangoma, Boikene, Buyili, Paida, Eringeti, Kalau, Mavivi, Mbau et Ngite	Affrontements qui aurait opposé les groupes armées présumées ADF/NALU, MAI-MAI Mazembe aux FARDC
MARS–MAI 2018	1543 Ménages	Kipese , Kasugho, Vurondo, Buyinga, Isale, Mayangose, Mbongya, Kabasha, Pabuka, Rwangoma, Paida, Boikene, Kalingathe, Lisas, Buyili, Eringeti, Kalau, Mavivi, Mbau, Ngite, Kainama,Kasithu et Makusa.	Affrontements qui auraient opposé les groupes armées présumées ADF/NALU, MAI-MAI Mazembe aux FARDC.
TOTAL DE MENAGES DEPLACES	**3054 Ménages**	-	-

Dégradation subies dans la zone de départ.	Pillages, viol, tuerie, incendie des maisons, viol et violence sexuels, mutilation, extorsion, Coups et blessures, exécution sommaire, enlèvement et massacre de paisible citoyen.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : Entre 17 et 80 km en moyenne ; A pied : 1 à 4 jours de marche.	
Lieu d'hébergement	70% en familles d'accueil et 30% dans des maisons octroyées gratuitement par la communauté d'accueil.	

Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Aucun mouvement de retour n'est envisagé, car les villages de provenance sont encore sous occupation des groupes armées ADF/ NALU- MAI-MAI Mazembe, Mai-Mai Ntuma, Mai-Mai Emmanu et les exactions se poursuivent jusqu'en présent.

Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	***Réponses données***	***Zones d'intervention***	***Organisations impliquées***	***Type et nombre des bénéficiaires***
Occupation de la zone par les Mai-Mai Mazembe, Mai-Mai Ntuma, Mai-Mai Emmanu, ADF/NALU suivie d'exactions et affrontements entre groupes armés précités et FARDC	*Aucune Organisation qui se serait positionnée dans la zone pour une intervention dans les 12mois précédents.*	Localité Baswagha-Lubena	-	*FA et IDPS* *Mavwe : 127 ménages* *Aloya : 67 ménages* *Kambya : 36 ménages* *Mangalala : 133 ménages* *Lubumbashi : 98 ménages* *Matonge : 117 ménages* *Maendeleo : 54 ménages* *Terminal : 45 ménages* *Lubero : 46 ménages* *Kananga : 32 ménages* *Mabalako : 420 ménages*
		Localité Bapakombe-pendekali	-	*FA et IDPS* *Pendekali centre : 305 ménages* *Masau ; 13 ménages* *Metal : 106 ménages* *Mako : 124 ménages* *Wamba : 236 ménages*
		Localité Kipabashi	-	*FA et IDPS* *Kipabashi : 436 ménages* *Mulutu : 72 ménages* *Kenge kitara : 193 ménages* *Ngazi : 327 ménages* *Nganda sina kiti : 99 ménages*
Sources d'information	Chef de localité (0811573637,0818439878, 0829691356), Comités des déplacées(0820499906,0977770886), Société civile (0817760313) ITs (0998977620,0995471138), Dps(0993776267, 09948119408, 0813236409) et autres Leaders communautaires.			

Recommandations pour action immédiate

Suite de l'alerte	Évaluation rapide multisectorielle	☒ **Intervention Directe**	☐ Pas de suite

Si Intervention directe :		
Besoins identifiées (par ordre de priorité)	***Recommandations pour une réponse immédiate***	***Groupes cibles***

Besoins abri et AME : Les IDPS n'ont pas accès aux supports de couchage, ustensiles de cuisine, casseroles, habits, bassines, couvertures…, suite aux pillages dont ils ont été victimes dans la zone de provenance et sur le chemin de fuite.	Identifier les vulnérabilités dans la zone (ciblage) ; Organiser la foire aux AME en faveur des plus vulnérables.	Déplacés et Familles d'accueil
Besoins sécurité alimentaire : - Insuffisance des vivres dans la zone ; - Destruction des cultures suite aux aléas climatiques qui affectent les récoltes.	Organiser une foire aux vivres dans la zone	Déplacés et Familles d'accueil
Besoins Santé et nutrition - Accès difficile aux soins de santé de base : payant pour toutes les catégories des personnes de la zone.	- Faciliter l'accès gratuit aux soins de santé aux personnes vulnérables, Appuyer les structures sanitaires de la place en intrants de premières nécessités notamment pour les pathologies non prise en charge par les partenaires d'appui à la zone de santé. -Organiser une campagne de sensibilisation sur la nutrition et promouvoir la sécurité alimentaire.	Déplacés et Familles d'accueil
Besoins Eau, hygiène et assainissement : -Aménager et réhabiliter les sources d'eau potable, la construction des latrines dans la localité et douches ainsi que le renforcement des poubelles sont parmi les gaps prioritaires à couvrir. 87% de population consomment l'eau non potable, suite au non entretien et le nombre amoindri des sources aménagées dans la zone et dont celles qui sont aménagées présentement délabrées. **-**95% de ménages utilisent les latrines non-hygiéniques, avec tous les risques de contamination. Pendant notre mission d'évaluation, lors de la tenue du focus-groupe, nous avons sensibilisé 150 Leaders et populations dont 75 femmes en matière de la protection de l'enfant, l'importance de l'éducation, l'éducation inclusive, la protection de l'enfant pendant les conflits armés, la lutte contre les maladies liées à EHA , l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides.	- Sensibiliser la population autochtone et les IDPS sur EHA, l'entretien des sources et sur les maladies liées à ce dernier. - Aménager les puits d'eau potable par forage - Renforcement de la construction des latrines.	Déplacés et autochtones

Besoins Éducation : - Les parents déplacés et autochtones éprouvent de difficultés à payer les frais scolaires en faveur de leurs enfants, faute des moyens financiers. La prise en charge scolaire, la réhabilitation des infrastructures scolaires, la formation des enseignants, l'organisation des activités récréatives, la distribution de kits scolaires, la sensibilisation sur la protection et compétences de la vie courante restent une nécessité urgente.	Prise en charge scolaire des enfants hors système scolaire à travers le lancement d'un programme d'éducation d'urgence.	Déplacés et Familles d'accueil
Besoins Protection : Éradiquer les poches de kidnappeurs et bandits armés soupçonnés être dans la zone, considérant la recrudescence de cas enregistrés ce dernier temps. Egalement, le lieu de puisage d'eau présente un risque élevé contre la protection des enfants, car ces derniers courent le danger permanent de noyade dans les eaux stagnantes y localisées. Pour ce, pendant notre mission d'évaluation, lors de la tenue du focus-groupe, nous avons sensibilisé 150 Leaders et populations locales dont 75 femmes en matière de la protection de l'enfant, l'importance de l'éducation, l'éducation inclusive, la protection de l'enfant pendant les conflits armés, le système de référencement, la lutte contre les maladies liées à EHA , l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides.	- Maintenir une veille protection dans la zone et ses périphéries, suite à la persistance de l'activisme des kidnappeurs et les voleurs à mains armées dans la zone. - Sensibiliser la population sur l'assainissement des lieux de sources et le renforcement de capacité de membres du comité local de gestion d'eau potable.	Populations Déplacés et autochtones

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Pas de risques d'instrumentalisation de l'aide. Cependant en cas d'assistance, il faudrait prendre en compte les familles d'accueil.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	RSA
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Cantine, Ngazi et Mabalako sont deux centres qui approvisionnent la zone en produits manufacturés et en vivres. Aucun souci ne peut se poser en cas d'assistance en AME et vivres. Il y a aussi des localités et/ou agglomérations proches de la zone qui pourraient suppléer en AME et vivres (Butembo, Mangina, Beni…).

Analyse « ne pas nuire »

Accessibilité

Accessibilité physique / Accès humanitaire

Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Les FARDC, la PNC appuyé par l'autorité locale assurent la sécurité de la zone.
Communication téléphonique	Les réseaux Airtel, Orange et Vodacom arrosent partiellement la zone.
Stations de radio	La « Radio communautaire Graben » et « radio RTR » et« RDKa » émettant à partir de Beni et cantine sont captées dans la zone.

Type d'accès	La route Beni-Mabalako, Mabalako-Ngazi, Mabalako- Cantine sont très praticables par n'importe quel véhicule ; les véhicules 4X4 n'éprouvent aucune difficulté en toutes saisons. Le temps de voyage est estimé à 90 minutes à partir de la ville de Beni.

Aperçu des vulnérabilités sectorielles et Analyse des besoins

Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	*Assassinats et Kidnapping dans la zone*

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Enlèvement ou Kidnapping (Octobre 2017 en Avril 2018), Assassinant de 3 personnes dont un homme et une femme.	Mambuniko, Maigone,	Kidnappeurs, Bandits à mains armées	Plus ou moins 5 personnes	Recherche de l'argent
Pillages du bétail et autres biens (décembre 2016 à juin 2018)	Magogo, Maigone,Mines,	Kidnappeurs, Bandits à mains armées et les jeunes délégants.	innombrables	Poules, chèvres, porcs, cobayes et autres biens

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Bonne cohabitation entre les différentes ethnies de la zone.
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	La PNC et les FARDC gèrent les cas de protection. Les cas de violences sexuelles sont pris en charge par le centre de santé de référence Aloya, CS Ngazi et le CS Mabalako appuyé par PNMLS.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	- Hausse des prix des denrées alimentaires ; - insolvabilité des IDPS constatée au centre de santé et dans les écoles, faute des moyens financiers ; - Destruction des cultures par les perturbations saisonnières ainsi que l'augmentation de la population vulnérable et la perte des produits des champs.
Présence des engins explosifs	Aucun engin explosif signalé dans la zone.
Perception des humanitaires dans la zone	Bonne perception des humanitaires dans la zone y compris sur les voies d'accès à la zone.

Réponses données

Réponses données	*Organisations impliquées*	*Zone d'intervention*	*Nbre/Type des bénéficiaires*	*Commentaires*
RAS				

Gaps et recommandations	*Présence de poche de kidnappeurs et bandits en mains armées. La société civile existe dans la zone et elle reste active pour rapporter les incidents de protection.* *Nous recommandons le démentellement des poches des kidnappeurs et bandits armés ainsi que le renforcement la veille humanitaire communautaire.*
Sources d'information	*- Comité des IDPS ;* *- Chef des3 localités ;* *- ITs des 3 CS.* *-DPs*

Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Faible capacité des ménages à satisfaire leurs capacités alimentaires, suite à la faible production agricole, due à la perturbation saisonnière et à la carence des semences. Augmentation des prix des vivres et animaux de basse cours sur les marchés.
Production agricole, élevage et pêche	- Perturbations du calendrier agricole et manque de semence ; - Pillage des animaux domestiques par les bandits à mains armées et les jeunes délégants, comme conséquences, la difficulté pour les populations de s'acheter des géniteurs pour la relance des activités d'élevage domestique.
Situation des vivres dans les marchés	Quatre marchés sont organisés chaque Lundi à Cantine, le Mardi à Mabalako, le Jeudi à Ngazi et le Samedi à Masyolo de la semaine. La localité de bapakombe- Pendekali ne possède pas de marché. Il y a rareté des produits vivriers dans la zone avec une incidence sur les prix des denrées alimentaires.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	- Consommation d'aliment moins couteux et moins riche ; - Diminution de nombre et de la quantité des repas par jour ; - Don des familles hôtes. - Travail journalier aux champs des autochtones et aux moulins d'extraction d'huile de palme et des noix palmistes.

Réponses données pour les IDPS récents de janvier en Avril 2018

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	-	-	-	-

Gaps et recommandations	Organiser une assistance en vivre et AME (foire de préférence) en faveur des ménages IDPs et familles d'accueils
Sources d'information	*- Chefs des localités ;* *- ITs des centres de santé .* *- Comité des IDPS.*

Abris et accès aux articles essentiels

Type d'abris	La majorité de déplacés vivent en familles d'accueils.
Accès aux articles ménagers essentiels	Les déplacés auraient été victimes de pillages, vol et autres exactions. Il s'observe une insuffisance en AME dans les ménages des IDPs ; certains bénéficient de la générosité des familles hôtes.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Certaines familles d'accueil partagent leurs AME avec les déplacés, mais l'état de ces items laisse à désirer.
Situation des AME dans les marchés	Aucun souci ne peut se poser en cas d'une intervention foire aux AME, dans le sens que la capacité locale pourrait être renforcée par les acteurs économiques de Mangina et de la ville de Beni.
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance est faisable dans la zone, vu la cohabitation pacifique observée entre les différentes ethnies et la proximité des centres de négoces.

Réponses données pour les IDPS récents de janvier en juin 2018

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	-	-	-	-

Gaps et recommandations	Une assistance en AME et Vivres (foire de préférence) s'avère pertinent pour soulager la souffrance de la population.
Sources d'information	*- Chefs des localités ;* *- ITs des centres de santé ;* *- Chargé des mouvements des populations.*

Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	L'agriculture est la principale source de revenus de la population. Cependant, elle a été affectée par plusieurs facteurs dont celles évoquées plus haut (perturbation du calendrier agricole, insuffisance des semences, maladies, conflit foncier, etc).
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Vu la pression des déplacées sur la population autochtone, l'accès aux travaux journaliers aux déplacés reste très limité.

Réponses données pour les IDPS récents de janvier en juin 2018

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucun	-	-	-	-

Gaps et recommandations	Assister la population en semences améliorées et en outils aratoires pour les activités champêtres
Sources d'information	*- Chefs des localités ;* *- ITs des 3 CS ;* *- Chargés des mouvements des populations ;* *- Directeur des EP.*

Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	Quatre marchés sont organisés ; chaque Lundi à Cantine, le Mardi à Mabalako, le Jeudi à Ngazi et le Samedi à Masyolo de la semaine. Cependant la population du milieu fréquente d'autres marchés organisés dans les périphéries. Ces marchés peuvent suppléer en cas d'organisation d'une intervention du type cash.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Dans la zone, il n'y a pas d'opérateur économique qui s'occupe du transfert de cash. Toutefois, un appel peut être adressé aux opérateurs de transferts de la ville de Beni.
Sources d'information	*RAS*

Eau, Hygiène et Assainissement

Risque épidémiologique	RAS
Accès à l'eau après la crise	La zone court beaucoup de difficultés en eaux potables, Les sources d'eaux aménagées mais présentement délabrées, suite à l'absence des activités de maintenance. Tous ces sites d'approvisionnement d'eau sont à réhabiliter, car leurs bassins étant déjà affectés, suite au manque d'entretien et l'usure. Selon le résultat de nos enquêtes, 87% de population en place consomment l'eau non potable.

Zones	**Types de sources**
Axe Mabalako-Pendekali-cantine-ngazi	7 sources existent aménagées et à délabrement et aussi 3 sources non aménagées mais utilisées à Mabalako, 43 sources aménagées dont 70% sont en délabrement et 3 sources utilisées non aménagées dans la localité Baswagha lubena. 3 sources aménagées et 7 sources non aménagées mais utilisables par la population de Pendekali. 6 sources aménagées à délabrement et 11 sources non aménages utilisables par la population de la localité kipabashi.
	Deux adductions dont l'une située dans le village Mabalako et l'autre dans le village cantine mais dont la quantité de l'eau ne comble pas les besoins de la population et une facturation de 500Fc/Mois/ménage est instituée pour garantir la maintenance.

Type d'assainissement	L'utilisation des latrines hygiéniques et poubelles est faible, bien que les matériels de constructions soient disponibles dans la Zone. 140 Latrines individuelles ont été érigées par OXFAM-GB pour les familles vulnérables en janvier 2018 dans le village Cantine Une campagne de sensibilisation devrait être envisagée pour juguler un comportement sanitaire rétrograde de la population locale.
Pratiques d'hygiène	Bien que les ménages soient informés des mesures et règles d'hygiène, il se pose des problèmes dans la mise en pratique de ces connaissances nécessitant des séances de sensibilisation supplémentaires.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
RAS				

Gaps et recommandations	La localité a besoin d'une assistance en EHA en termes de la sensibilisation sur la maintenance des sources, la conservation de l'eau potable et le renforcement de la capacitation de l'eau par le forage de puits. Le fait que les sources se localisent à de très grandes distances, cela expose les mamans à de risques de violences sexuelles et kidnapping. En plus, la quantité d'eau disponible étant tellement insuffisante, les queues sont souvent observées le matin et le soir aux sources, les disputes les querelles aussi que les bagarres aux lieux de puisage. considérant que la population est agricultrice, ne puisant qu'à ces heures. Le débit moyen par source est de 0.38 litres par seconde, sur une population actuelle de 76338 personnes. Le besoin moyen journalier de l'eau par personne étant de 9 litres, avec seulement ces 59 sources disponibles dont 70% à délabrement avec risque de pollution des eaux, il s'est avéré que le besoin en eau est très criant dans cette zone. Par ailleurs, le lieu de puisage d'eau présente un risque élevé d'infestation, car ces derniers risquent d'être les lieux de la multiplication des micro-organismes dans les eaux stagnantes. La sensibilisation sur l'assainissement des lieux de sources et le renforcement de capacité de membres du comité local de gestion d'eau potable peuvent réduire ce risque.
Sources d'information	- Leaders communautaires, - Chefs des 3 localités. - Comité local de gestion d'eau potable.

Santé et nutrition

Risque épidémiologique	Verminose et de la diarrhée
Indicateurs santé	4 cas des décès dans 2jours par une diarrhée folle dans le village Lamba et qui a occasionnée un déplacement de toute la population de ce village vers le village Nganda Sina Kiti ou jusqu'à aujourd'hui ne sont encore pas de retour dans leur village craignant une nouvelle épidémie qu'ils ont qualifié d'une maladie de la sorcellerie.

Indicateurs collectés au niveau des structures	***Moyenne pour 3 C. Santés***
Taux d'utilisation des services curatifs	58.03%
Pourcentage de femmes enceintes ayant effectué 4 CPN (CPN4)	67%
Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié	80%
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	43.6%
Taux de mortalité maternelle intra-hospitalière	0,00
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	40%
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	7.3%
Couverture vaccinale en DTC3	94.2%
Couverture vaccinale en VAR	113%
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 125 mm avec présence ou non d'œdème	4.8%

Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec œdème nutritionnelle	2%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0,0
Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois	30

Services de santé dans la zone	Un centre de santé de Référence, 2 CS, 14 Ps, 2 cliniques et un hôpital général de référence. Tous les CS sont dotés chacun, d'une unité de prévention de VIH/SIDA/SGBV et une unité nutritionnelle. aussi 10 postes de santé sont opérationnels dans la zone. Les soins de santé y sont payants pour les populations autochtones et déplacées. D'où, la nécessité d'une assistance humanitaire à soins de santé pour l'entité.

Réponses données

Zone de Santé	Centre de santé	Organisation /Date	Type d'Assistance /Commentaire
Mabalako	Mabalako,Aloya, Ngazi	Banque Mondiale de Sept 2016-Sept 2018	Achat de prestation, pas d'assistance humanitaire en termes de prise en charge.
	Mabalako,Aloya, Ngazi	SARU/IMA Depuis 2014 à nos jours	**Médicaments et MII** Il offre gratuitement les produits antipaludéens pour les soins gratuits (aux patients femmes enceintes et enfants vaccinés complètement) souffrant du paludisme. Pour s'assurer qu'il s'agit du paludisme, il disponibilise les TDR (test de dépistage rapide) du paludisme au CS pour tout patient suspect de cette pathologie. Il donne également les MII aux femmes enceintes à la 1ère CPN, et aux enfants vaccinés complétement ainsi que des antipyrétiques (Paracetamol, artesinate et amodiaquin) et des hypertoniques glucosée 5%, 10% et 50%.
	Mabalako,Aloya, Ngazi	PNMLS	Intrants pour la prise en charge des cas des violences sexuelles Kit PEP.
	Mabalako,Aloya, Ngazi	PNMLS	Appui au centre de santé pour la prise en charge des cas de VIH/SIDA (Antirétroviraux)

Gaps et recommandations	Gap : Il s'observe une insolvabilité des patients (surtout les IDPs) faute de moyens financiers dû au faible accès aux activités journalières dans la zone. La majorité des patients n'arrive pas à honorer leurs factures des soins. **Recommandation :** Faciliter l'accès gratuit aux soins de santé aux autres couches des populations vulnérables non pris en charges par les structures en place.
Sources d'information	Administrateurs gestionnaires de l'institution sanitaire de la zone, Infirmiers titulaires des centres de santé (0998977620,0995471138)

5.8 Education

Impact de la crise sur l'éducation	Les multiples déplacements, la faible production agricole ont affecté négativement sur la scolarisation des enfants de la zone et déplacés. De ce fait, les parents se retrouvent dans l'incapacité de scolariser tous leurs enfants faute, de moyens financiers. Le mouvement de déplacement a eu un impact négatif sur la scolarisation des enfants tant autochtones que déplacés. Des milliers d'enfants déplacés n'ont pas pu réintégrer les milieux scolaires.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	79,2%
Indicateurs Education	

Indicateurs collectés au niveau des structures	***Moyenne***
Taux de scolarisation filles autochtones	47,1%
Taux de scolarisation des enfants garçons locaux	52,9%
Taux de scolarisation des enfants autochtones	82.04%
Taux de scolarisation des enfants déplacés	20.8%

Services d'Education dans la zone

Écoles	***Type***	***Nb d'élèves***	***Nb enseignants***	***Ratio élèves/enseignants***	***Ratio élèves/salle de classe***	***Point d'eau fonctionnel <300m***	***Elèves (F/G)/latrine***
EP AHANO	Conventionnée Catholique	757	13	58	58	Non	84
EP ALOY	Conventionnée 55emeCBCA	849	14	61	61	Non	71
EP MANTUMBI	Non Conventionnée	354	7	50	50	Non	75
CRS KANTINE	Non Conventionnée	281	4	70	70	Non	105

EP MASAU	Conventionnée Protestante	255	9	28	28	Non	38
EP KYAVITHONDO	Conventionnée CBCA	418	6	70	70	Non	94
EP ESPOIR DE DEMAIN	Conventionnée EERA	439	6	73	73	Non	79
EP WESA	Conventionnée Catholique	216	6	36	36	Non	37
EP PYGME MULUTU	Officielle	98	6	20	20	Non	18
EP USHIRIKA	Conventionnée CEPAC	195	6	33	33	Non	100
EP MALI MALESE	Conventionnée Catholique	313	6	52	52	Non	68
EP VUHOLO	Conventionnée Catholique	228	6	38	38	Non	14
EP MASINGO Metal	Convention catholique	530	6	88	88	Non	192
EP MASYOLO	Officielle	236	6	39	39	Non	87
EP NGAZI	Conventionnée protestante	461	7	66	66	Oui	67
EP KIZIKI MAT	Officielle	85	6	26	26	Non	49
EP TAHA	Conventionnée Anglican	618	11	82	82	Non	101
EP MATOLI	Officielle	182	5	36	36	Non	158
EP LUKULU/ ALOYA	Conventionnée adventiste	98	4	25	25	Non	75
EP MANDALIO 2	Conventionnée adventiste	454	9	50	50	Non	147
EP MABALAKO	Conventionnée protestante	799	11	57	57	Non	111
EP MAHANO	Conventionnée	938	17	55	55	Non	92
Total	**-**	**7866**	**171**	***1123***	***1123***	**-**	***1862***

Capacité d'absorption	Les enfants déplacés accueillis dans la zone peuvent être facilement intégrer dans les écoles de la place.

Réponses données

Réponses données	*Organisations impliquées*	*Zone d'intervention*	*Nbre/Type des bénéficiaires*	*Commentaires*
Aucune				

Gaps et recommandations	Les parents déplacés et autochtones éprouvent des difficultés à payer les frais scolaires en faveur de leurs enfants, faute des moyens financiers. La prise en charge scolaire, la réhabilitation des infrastructures scolaires, le renforcement de la construction des latrines, la formation des enseignants, l'organisation des activités récréatives, la distribution de kits scolaires, la sensibilisation sur la protection et compétences à la vie restent parmi les nécessités urgentes dans la zone.
Sources d'information	*- Directeurs de toutes les écoles de la zone ;* *- Chefs des localités ;* - Autres leaders communautaires; - Sociétés civiles de toute les localités évaluées.

EN ANNEXE
QUELLES PHOTOS TEMOIGNAGES